



## Décision individuelle N° 2022-292

**Pétitionnaire** : ENEDIS – URE PACA

**Adresse** : Ingénierie PACA-EST Base de Nice ;

8 bis avenue des diables bleus – BP 4199 06304 NICE CEDEX

**Nature de la demande** : travaux en cœur de parc - Mise en place de 2 pylones, remplacement de deux support bois, enfouissement d'une partie de la ligne, évacuation des déchets.

**Intitulé du projet** : Reconstruction de la ligne HTA (20kv) détruite par la tempête Alex,

**Localisation** : Vallon de Mollières à St Sauveur sur Tinée

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7, 14 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 15, 18, 20, 27 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur, ainsi que son annexe 5,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 18 juillet 2022,

**Considérant** la demande formulée en date du 1er juin 2022 par la société ENEDIS, représentée par Monsieur PEREIRA Fernand,

**Considérant** que la tempête ALEX a détruit la ligne HTA (20 Kv) du vallon de Mollières (vallon de Peyre Blanche),

**Considérant** le linéaire supplémentaire de ligne qui sera enterré tendant à réduire l'impact paysager de cet ouvrage,

**Considérant** que cet enfouissement sera réalisé sur le linéaire de la piste existante,

**Considérant** que le lieu de pose des deux nouveaux pylones (A8 et A9) ne comportent pas d'espèce protégées ou d'intérêt particulier,

**Considérant** la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La société ENEDIS, représentée par son chargé d'affaire Mr. PEREIRA Fernand, est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, vallon de Mollières (Peyre Blanche).

Les travaux ont pour objet la reconstruction de la ligne HTA (20Kv) détruite par la tempête Alex, dont une partie sera enfouie, au vallon de Mollières à Saint-Sauveur-sur-Tinée et à la suppression des déchets consécutifs à la destruction de la ligne.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### **Prescriptions concernant l'organisation et déroulement général du chantier :**

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

2.2. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, de la date prévue des travaux a minima 7 jours ouvrés avant le démarrage de ces derniers.

2.3. Le bénéficiaire est tenu d'organiser préalablement à l'ouverture du chantier, une réunion sur site associant les services territorialement compétents du Parc national du Mercantour, afin de procéder sur l'ensemble du chantier, à l'identification et au balisage des éventuelles zones interdites au stationnement, à la circulation des engins et des personnes, au stockage des matériaux excédentaires issus des dégagements, même si ces stockages sont temporaires (milieux patrimoniaux).

2.4. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les zones abritant des espèces végétales d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris drop-zones, zones de stockage des matériaux et accès au cours d'eau) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire (y compris pierres).

Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour. Aucun balisage à la peinture, même « biodégradable » n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation ou balisage seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet, etc. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

Contacts service territorial :

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)) et 06 14 06 26 85

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)) et 06 24 70 20 71

2.5. Pendant toute la durée des travaux, un dispositif succinct d'information du public sera mis en place au départ des sentiers de randonnées afin de les informer de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

2.6. Au démarrage des travaux, le bénéficiaire apposera une affiche d'information des usagers sur la piste de Peyre Blanche, au niveau de la barrière située à l'entrée de la zone cœur.

L'emprise du chantier sera balisée dans le respect des règles en vigueur concernant l'information du public.

2.7. Les dispositifs d'information ainsi que leur support ou système de fixation devront être entièrement amovibles.

Ces dispositifs devront présenter les autorisations administratives reçues en matière de travaux et circulation. Ils devront être intégralement retirés lors de la réception des travaux.

2.8 Compte de travaux en cours actuellement sur le site (EDF), une coordination pour la programmation du chantier avec l'autre pétitionnaire et les entreprises présentes sur le site est obligatoire.

### **Prescriptions concernant l'usage de béton :**

2.9. Les maçonneries nécessaires aux travaux seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- utilisation de ciment prompt ou mortier naturel équivalent ;
- mélanges réalisés sur des bâches étanches ou dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, [après dérivation temporaire de la source et] hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans la source ou le cours d'eau ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.10. Lors du stockage des composants du mortier ou de l'enduit ou du béton ou du ciment ainsi que lors des travaux de réfection de maçonnerie, les ruissellements, projections ou déversements dans les milieux naturels sont interdits.

Les mélanges seront réalisés dans des contenants étanches et mis en œuvre hors périodes de pluie. Un ou plusieurs bacs de rétention étanches et d'une contenance suffisante devront être utilisés pour le lavage des outils, afin de permettre la décantation des laitances. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau.

### **Prescriptions types relatives aux déblais/remblais (affouillements)**

2.11. Les excédents de terre issus du creusement seront régaliés à proximité immédiate des fouilles ou exportés en-dehors du cœur du parc national. Leur dépôt en d'autres lieux situés dans le cœur du parc national, même avec l'accord de leur(s) propriétaire(s), n'est pas autorisé.

2.12. Les produits issus des fouilles et le cas échéant, de la mise à niveau du sol, seront régaliés à proximité immédiate de la construction, sans tassement et en-dehors de toute zone humide ou affleurement rocheux.

2.13. En l'absence de prescription archéologique spécifique, les matériaux issus du creusement de la tranchée seront intégralement réutilisés pour combler le chenal pré-existant. L'importation de matériaux supplémentaires (terre végétale, remblai, ...) dans le cœur de Parc national n'est pas autorisée.

2.14. Les matériaux de remblais seront exclusivement constitués des matériaux récupérés localement lors des fouilles.

2.15. L'apport de terre végétale en complément des remblais n'est pas autorisé.

### **Prescriptions types relatives aux déchets et risques de pollution accidentelle**

2.16. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur sera réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.17. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, résidus de décantation...) devra être intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.18. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci seront installés sur des bacs de rétention pour éviter toute fuite dans le milieu naturel, de même que le(s) réservoir(s) d'hydrocarbure.

2.19. Tous les équipements susceptibles de générer une pollution par fluide (fluides hydrauliques, carburant...) seront installés sur des bacs de rétention.

Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.

Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.20. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devra être en parfait état de fonctionnement et de propreté,

l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Les engins seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité.

Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution et seront formées à leur utilisation.

2.21. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.22. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

#### **Prescriptions concernant le retrait des éléments de l'ancienne ligne emportés par la tempête ALEX :**

2.23. L'ensemble des restes de la ligne HTA situé dans le vallon de Mollières seront évacués pour être traité dans les filières appropriées.

2.24. Le Service territorial de la vallée de la Tinée devra être informé 7 jours ouvrés avant l'enlèvement des déchets situés dans le lit majeur du torrent

2.25. L'ensemble du linéaire du cours d'eau sera parcouru avant la phase de travaux pour repérer les déchets résultant de la destruction de la ligne. Ce diagnostic sera partagé avec le service territorialement concerné afin d'envisager la méthode de retrait la moins impactante.

#### **Prescriptions concernant la ligne aérienne restant en place :**

2.26. la pose d'un dispositif anti-collision sera réalisée dans un délai maximum de 12 mois suivant les travaux à moins qu'un enfouissement de l'ensemble des lignes restantes soient planifiées.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de la notification de la présente décision pour une durée maximum de 2 mois.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité


L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication


La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 juillet 2022

La directrice-adjoint  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**



Copie :

- service territorial Tinée.

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.